



**Cercle Henri Barbusse**  
de culture ouvrière et populaire  
rassemblementcommuniste.fr

cerclebarbusse@gmail.com

# **BERNARD FRIOT:** **LE MYTHE DU CAPITALISME** **DE SECURITE SOCIALE**



## **OU LE RETOUR** **DU SOCIALISME UTOPIQUE**



# SOMMAIRE

## **Partie 1 : La « révolution communiste du travail » de Friot**

Ce que ne sont pas les conquêtes du CNR

Ce que signifient les conquits sociaux de la libération

## **Partie 2 : Le « salaire à vie » de Bernard Friot**

Les retraités seraient producteurs de richesse

L'étrange relecture de Marx

Valeur, valeur d'usage et valeur d'échange

Les retraités : des salariés ?

Le faux bon sens de Bernard Friot

## **Partie 3 : La fausse rupture de Bernard Friot**

La qualification comme rupture avec le capitalisme

La cotisation comme rupture avec le capitalisme

Les contours de la nouvelle société

## **Conclusion**

## **Partie 4: Une vision chauvine, antiléniniste et petite bourgeoise de la lutte anticapitaliste**

L'illusion de la fin de la classe ouvrière et d'un « salariat révolutionnaire »...

Dépasser le capitalisme plutôt que le renverser : Une vieille idée...

De 1789 à 1946, sans 1917 : Le chauvinisme de Bernard Friot

La petite bourgeoisie, nouvelle « classe révolutionnaire »

« Il faut faire comme la bourgeoisie antiféodale »...

« conférences gesticulées » ou grève générale



**Les thèses du sociologue et économiste Bernard Friot, adhérent du PCF, séduisent un nombre non négligeable de militants syndicalistes et anticapitalistes. Dans une période d'attaques contre tous les conquies sociaux, sa défense des services publics et sa proposition d'un « salaire à vie » attirent de nombreux militants à la recherche d'une alternative au capitalisme mondialisé.**

**Les professions de foi anticapitalistes, les appels à dépasser le capitalisme et les références à Marx de Friot ne doivent pourtant pas nous tromper. Ses analyses et ses propositions ne sont que la dernière version du « socialisme utopique » proposant un changement graduel du capitalisme, c'est-à-dire un réformisme masquant la nécessité d'un véritable changement de système économique.**

## Partie 1 : La « révolution communiste du travail » de Friot

### **Ce que ne sont pas les conquêtes du CNR**

Comme Bernard Friot, nous défendons l'œuvre du CNR (Conseil National de la Résistance) et en particulier la création de la sécurité sociale. C'est d'ailleurs cette défense d'un des principaux conquies ouvrier du vingtième siècle qui attire l'enthousiasme d'un certain nombre de militants syndicalistes pour les thèses de Friot. Cette défense commune de nos conquies ne doit cependant pas masquer une divergence de taille : celle portant sur la signification de ces conquies.

Pour Bernard Friot, la sécurité sociale constitue une « révolution communiste du travail » qu'il s'agirait aujourd'hui de généraliser. Les principes de la sécurité sociale constitueraient un « déjà-là » communiste qu'il suffirait d'étendre à l'ensemble du fonctionnement social. Le livre « Vaincre Macron<sup>1</sup> » rappelle cette histoire de la sécurité sociale et des attaques ultérieures pour la vider de son contenu et proposer un projet de société « communiste » généralisant la logique initiale.

Le premier chapitre est ainsi consacré aux ruptures révolutionnaires que constitueraient le « contrat de travail » d'une part et le régime général de sécurité sociale, alors que le second se concentre sur l'ensemble des « réformes » qui ont tenté de détruire ces institutions « communistes ». Le communisme est alors un « déjà-là » selon l'expression de l'auteur, qu'il convient de généraliser, en particulier par l'instauration de sa principale proposition : le « salaire à vie ». « *La réponse offensive à une contre-révolution capitaliste, résume Friot, ne peut être que la poursuite délibérée de la révolution communiste du travail: copropriété d'usage des entreprises par les salariés et pour cela subvention de l'investissement et salaire à vie<sup>2</sup>.* »

Sans sous-estimer l'importance des conquies de la libération, il est erroné et dangereux de les caractériser comme étant une « révolution communiste du travail » ou un « déjà-là » communiste. Erroné parce que les initiateurs eux-mêmes (PCF, CGT) ne les définissent pas ainsi. Dangereux parce que cela revient à confondre réforme (même radicale) et révolution, c'est-à-dire à occulter les questions de la prise du pouvoir politique, de la destruction de l'appareil d'Etat et

de son remplacement par une dictature du prolétariat pour enclencher une telle révolution. Voici comment Lénine résume la question :

*« Ceux-là seuls ont assimilé l'essence de la doctrine de Marx sur l'Etat, qui ont compris que la dictature d'une classe est nécessaire non seulement pour toute société de classes en général, non seulement pour le prolétariat qui aura renversé la bourgeoisie, mais encore pour toute la période historique qui sépare le capitalisme de la « société sans classes », du communisme<sup>3</sup>. »*

En dépit de leur importance, les conquêtes de la libération restent dans le cadre du capitalisme. Seule la destruction de l'appareil d'Etat bourgeois et son remplacement par la dictature du prolétariat permet d'enclencher une logique communiste dont le cycle historique s'étend pendant toute la durée de la transition entre le capitalisme et le communisme. Oublier cela c'est faire renaître les illusions sur un passage « graduel » au socialisme faisant l'économie de la révolution.

### **Ce que signifient les conquies sociaux de la libération**

La caractérisation politique de la période qui suit la libération a fait couler beaucoup d'encre et suscité de nombreuses polémiques. Un premier point de vue, gauchiste, accuse le PCF de trahison pour n'avoir pas tenté de prendre le pouvoir. Faisant fi de la présence des forces états-uniennes sur le territoire français et du compromis entre la bourgeoisie gaulliste et le prolétariat (PCF et CGT) pour la libération antifasciste, ces révolutionnaires en parole considèrent que les conditions d'une révolution prolétarienne étaient réunies. Les conquies de la libération sont alors présentés comme de la poudre aux yeux destinée à faire accepter le renoncement à un véritable changement de société.

A bien des égards, le point de vue de Friot (après de nombreux autres) est l'exact opposé de la déviation gauchiste. Les conquies sociaux de la libération sont caractérisés comme une « révolution communiste du travail » en dépit du fait que le capitalisme n'est pas remis en cause et que l'Etat reste à son service. Les uns affirment

que la révolution a été trahie et les autres qu'elle a eu lieu. Les militants de la CGT et du PCF qui ont imposé par leurs luttes ces conquises, et les ministres et députés communistes qui les ont défendus, avaient heureusement un point de vue moins idéaliste. Il ne s'agissait pas de réaliser une « révolution » alors que les conditions n'étaient pas réunies, mais d'utiliser un rapport de force favorable à la classe ouvrière pour arracher de nouveaux droits améliorant les conditions d'existence des travailleurs dans une société restée capitaliste. La révolution ne se décrète pas et quand les conditions ne sont pas mûres, la lutte des classes continue, pour des réformes allant dans le sens des intérêts des travailleurs. Les conditions objectives de l'immédiat après guerre étant caractérisées par la relative stabilisation du capitalisme, la question de la révolution était donc renvoyée à plus tard, lors de la prochaine crise de surproduction et de suraccumulation impérialiste. Cette période était donc celle de l'évolution à pas de tortue de la lutte des classes et d'accumulation des forces pour préparer par les conquêtes démocratiques et sociales, les « journées qui concentrent en elles vingt années », c'est-à-dire la révolution socialiste-communiste.

Si les conditions de la rupture révolutionnaire ne sont pas réunies à la libération, le rapport des forces est néanmoins en faveur des travailleurs. La CGT et le PCF regroupent des millions de militants formés à la dure école de la résistance. La bourgeoisie est largement discréditée pour sa collaboration avec l'occupant nazi. Le PCF est, dès les élections de 1946, le premier parti de France. Le prestige d'une URSS qui a porté le poids essentiel du combat antifasciste, qui a libéré les deux tiers de l'Europe et qui a planté le drapeau rouge à Berlin, est incontestable. Bref, le rapport de force est tel qu'il permet d'arracher de nouveaux conquises sociaux, que la classe dominante est contrainte de concéder rapidement pour ne pas tout perdre. Ni révolution

trahie, ni « déjà-là » communiste ; les conquises sociaux de la libération caractérise une pratique matérialiste de la lutte des classes arrachant de nouveaux droits pour les travailleurs en attendant que le rapport de force permette d'envisager la destruction du système capitaliste. Le simple fait que dans d'autres pays d'Europe des gouvernements sociaux-démocrates réformistes aient mis en place des « protections sociales » s'inspirant parfois du modèle français, souligne que nous ne sommes en présence d'aucun « déjà-là » communiste. Terminons en citant Ambroise Croizat lui-même, qui décrit la sécurité sociale comme une protection face aux conséquences du capitalisme et non comme l'instauration d'une logique communiste :

*« Il ne suffit pas de fournir aux travailleurs une activité rémunératrice. Il faut leur garantir la conservation de cette activité. Ceci suppose d'abord la garantie du salarié contre l'arbitraire patronal, problème difficile qui implique la conciliation nécessaire entre l'autorité indispensable du chef d'entreprise dans son établissement et la garantie, non moins indispensable, à donner aux travailleurs contre les abus du patron : problème difficile, qui n'a pas, jusqu'à ce jour, trouvé dans notre pays une solution vraiment satisfaisante. [...] Enfin, et c'est le dernier chapitre de la sécurité sociale, il faut parer aux conséquences de la perte possible, par le travailleur, de son activité rémunératrice. Quels que soient les efforts accomplis, l'on ne saurait espérer garantir à tous les travailleurs la permanence absolue de leur activité. La politique de la main d'œuvre la plus évoluée ne parvient pas à supprimer totalement le chômage. D'autre part une politique médicale parfaite ne saurait parvenir à supprimer la maladie. Quelle que soit la cause de cette interruption du travail, la sécurité sociale suppose qu'il est paré aux conséquences de cette interruption par l'attribution d'un revenu de remplacement<sup>4</sup>. »*

## Partie 2 : Le « salaire à vie » de Bernard Friot

Pour Bernard Friot la sécurité sociale est une « greffe communiste » dans le capitalisme (alors qu'elle est un compromis favorable aux travailleurs arraché par un rapport de force historiquement situé). C'est un postulat lui permettant de justifier sa logique d'un « déjà-là » communiste qu'il suffirait d'étendre. Les retraites sont ainsi présentées comme l'exemple par excellence de ce « déjà-là » communiste. Cet exemple lui permet de justifier sa proposition clef de « salaire à vie ». Regardons de plus près les différents moments du raisonnement de Friot et son étrange utilisation des concepts marxistes pour tenter de les justifier.

### **Les retraités seraient producteurs de richesse**

Les retraites symbolisent le principe de la solidarité intergénérationnelle par le biais d'un financement des pensions par le transfert d'une partie de la valeur produite par les actifs sous la forme de cotisations. L'adéquation

entre recettes et dépenses interroge ainsi le montant des cotisations c'est-à-dire la part du PIB consacrée aux pensions. Il en est de même logiquement pour les autres branches de la sécurité sociale. Enfin, la part prélevée sur les salaires ou sur les profits est fonction du rapport de force entre classes sociales. Si un tel modèle est un pas en avant énorme en comparaison avec l'insécurité sociale qui prévalait antérieurement aux réformes de la libération, il peut difficilement être présenté comme « communiste ». Il en découle une première « innovation » de Friot : l'affirmation que les retraités produisent des richesses et que les pensions seraient la rémunération de cette production. Les pensions ne sont plus définies comme ponction sur la valeur produite par les actifs mais comme salaire correspondant à une production : « la monnaie distribuée aux retraités correspond non pas à une part de la richesse créée par les actifs, mais à la richesse créée par les retraités eux-mêmes<sup>5</sup> » déclare-t-il dans son livre *l'Enjeu des retraites*. Il dénonce en conséquence « l'illusion de la solidarité intergénérationnelle » et donc le modèle de

retraite par répartition. Les retraités seraient des salariés comme les autres, ou plus exactement qui se distinguent des autres par l'absence de subordination à un employeur : « *les actifs et les retraités ne sont pas dans un rapport de génération : ils ont le même statut de salariés payés à la qualification, sauf que les actifs travaillent en subordination à un employeur, et les retraités, non*<sup>6</sup>. »

Logique avec lui-même, Friot applique le même raisonnement aux autres catégories recevant une allocation de ressource : les parents produisent la valeur de leurs allocations familiales, les jeunes de leur bourse d'étude, les handicapés de leurs allocations, les chômeurs de leurs allocations chômage, etc. Pour qu'aucune ambiguïté ne subsiste, l'auteur considère que cette production de valeur par les retraités ne se limite pas à leurs engagements bénévoles mais concerne l'ensemble de leurs activités « *y compris quand ils cultivent des tomates, gardent leurs petits enfants ou accompagnent leurs vieux parents dans la mort*<sup>7</sup>. »

Il y a ici tout simplement glissement de la question du *droit à un revenu*, qui est la reconnaissance par la société d'un besoin légitime, à celle de la *production de valeur*. Affirmer que les retraités et plus largement les bénéficiaires de la sécurité sociale ne produisent pas de valeur ne signifie pas qu'ils n'ont aucune utilité sociale, et ne remet pas en cause leur droit à un revenu décent. En dépit de ses proclamations de foi anticapitaliste, Friot veut mettre de la production de valeur jusque dans ce qui subsiste de relations non marchandes.

Il s'agit ici d'une révision du marxisme dans le but de présenter les pensions de retraites comme ce « déjà-là » communiste qu'il conviendrait de généraliser dans l'idée d'un « salaire à vie ». Tout en se revendiquant du marxisme, Friot dénature profondément les concepts clefs de celui-ci en économie politique. Comparons les propositions de Marx et leur réécriture par Bernard Friot.

### **L'étrange relecture de Marx**

Le capitalisme est une réalité objective. Pour Marx le capitalisme est un mode de production historiquement situé, correspondant à un certain niveau des forces productives et à un type de rapport social. Réalité objective, ce mode de production impose ses différents aspects à l'ensemble de la société : la loi de la plus-value et de sa répartition, la force de travail comme marchandise, le salaire comme prix de la force de travail, etc. Sortir de la logique capitaliste suppose en conséquence d'en détruire sa base économique et juridique c'est-à-dire la propriété privée des moyens de production. Cela n'est possible que par une « révolution sociale » c'est-à-dire par la destruction des anciens rapports sociaux de production et l'imposition de nouveaux rapports. Concrètement, le salariat, résultat de l'appropriation privée des moyens de production, doit être aboli pour faire réellement disparaître le capitalisme.

Pour Bernard Friot, le capitalisme, souvent réduit à la superstructure, n'est qu'une convention. D'où son appel à la lutte pour passer de la « *convention capitaliste à la convention salariale* ». Le capitalisme serait ainsi une création sociale arbitraire et non le résultat du

développement social matériel et des luttes de classes qui en découlent. Il souligne ainsi que : « *Toutes les institutions sont des conventions car elles sont le fruit de rapports sociaux ; ce sont des constructions sociales en permanence travaillée pragmatiquement par ces rapports et qu'une action collective peut faire évoluer dans un sens délibéré politiquement*<sup>8</sup>. » Encore plus explicite, il développe dans un autre texte que « *le terme de « travail » est réservé aux activités qui produisent et de la valeur d'usage et de la valeur économique. Ainsi un parent conduisant ses enfants à l'école ne travaille pas alors que l'assistante maternelle faisant la même activité travaille. Il saute aux yeux que la valeur économique, et donc le travail, sont une convention sociale*<sup>9</sup>. »

Bernard Friot confond ici simplement « travail » et « travail salarié », ce qui n'est pas sans conséquence. Prendre en compte cette distinction conduit à l'objectif d'abolir le salariat alors que ne pas le faire conduit à étendre le salariat aux étudiants, aux retraités, etc. Loin d'être une simple convention arbitraire, le capitalisme et ses institutions sont des réalités objectives. Elles ne sont pas modifiables par décret, mais par la destruction de leur base matérielle : la propriété privée des moyens de production.

A la « convention capitaliste » s'opposerait la « convention salariale » qu'il conviendrait de généraliser. Le « contrat de travail », le « *salaire à vie des fonctionnaires, qui sera ensuite amplifié dans le salaire à vie des retraités* » et la « cotisation sociale » seraient le début de l'imposition par les travailleurs de cette « convention salariale ». « *La classe ouvrière commence à imposer des institutions anticapitalistes de la valeur économique* » résume-t-il. Le projet est donc bien la généralisation du salariat sans toucher au mode de production capitaliste.

### **Valeur, valeur d'usage et valeur d'échange**

Pour réaliser ce tour de passe-passe consistant à se réclamer de Marx et justifier l'extension du salariat, Friot doit inévitablement réviser l'approche marxiste de la valeur.

Pour Friot, la théorie marxiste de la valeur se résume à l'opposition entre « valeur d'usage » et ce qu'il appelle « valeur économique » : « *Commençons par bien poser l'existence de deux ordres de valeur, la valeur d'usage et la valeur économique. La valeur d'usage d'un bien ou d'un service, c'est ce à quoi il sert concrètement. Sa valeur économique, c'est le pouvoir monétaire qu'il donne à son propriétaire*<sup>10</sup>. »

Outre le fait que Marx n'emploie jamais l'expression « valeur économique », cette présentation met en évidence une confusion entre les concepts de « valeur » et de « valeur d'échange ». Le premier chapitre du Capital est tout entier consacré à ces précisions conceptuelles. Marx y analyse la marchandise comme caractérisée par le fait de posséder une « valeur d'usage<sup>11</sup> » et une « valeur d'échange<sup>12</sup> ». Cette première approche descriptive des caractéristiques d'une marchandise est cependant insuffisante pour Marx. Il faut encore expliquer ce qui rend possible l'échange, c'est-à-dire la propriété commune aux différentes valeurs d'usage. C'est à ce niveau que Marx introduit le concept de « valeur » définie comme du « travail

humain cristallisé<sup>13</sup> ». Autrement dit la théorie marxiste de la valeur comporte trois pôles et non deux en régime capitaliste :

- La marchandise est d'abord le résultat du travail humain qui est producteur de sa « valeur ».
- Tant qu'elle ne parvient pas sur le marché cette « valeur » est indissociable de sa « valeur d'usage », c'est-à-dire de son utilité concrète.
- Une fois sur le marché, sa valeur est l'objet d'une quantification et prend une forme qui est la « valeur d'échange ».

Marx explique ainsi clairement que : « *Si nous disons : en tant que valeurs toutes les marchandises ne sont que du travail humain cristallisé, nous les ramenons par notre analyse à l'abstraction valeur, mais avant comme après elles ne possèdent qu'une seule forme, leur forme naturelle d'objets utiles. Il en est tout autrement dès qu'une marchandise est mise en rapport de valeur avec une autre marchandise. Dès ce moment, son caractère de valeur ressort et s'affirme comme sa propriété inhérente, qui détermine sa relation avec l'autre marchandise*<sup>14</sup>. »

Le retour sur ces précisions de Marx était nécessaire car la confusion est lourde de conséquences politiques. La valeur pour Marx n'a de sens et d'existence que dans le cadre de l'échange marchand et de la propriété privée des moyens de production qui la transmute en « valeur d'échange » en la mettant en situation d'être comparée quantitativement avec d'autres productions humaines. En dehors du marché, il n'existe que des valeurs d'usage. Le retraité ou l'étudiant ne produisent pas de « valeur » ou de « valeur d'échange » mais des « valeurs d'usage ». La comparaison avec le travail salarié n'est pas ici pertinente. Cela ne veut pas dire, bien entendu, que ces valeurs d'usage produites par les non-salariés ne sont pas socialement utiles.

L'enjeu est de taille car de la position adoptée (celle de Marx ou de Friot) dépend la définition du projet communiste : S'agit-il, comme pour Marx, de supprimer la propriété privée des moyens de production et avec elle les rapports marchands, la marchandise, la monnaie, le salariat, etc. ? Ou s'agit-il, comme pour Friot, de décréter par « convention » que tout le monde produit de la valeur et reçoit pour cela un salaire, sans remettre en cause le marché, la propriété privée des moyens de production, le salariat, etc. ? S'agit-il de détruire le système capitaliste ou de l'aménager dans l'illusion qu'il puisse être plus juste ?

Que le processus d'abolition du capitalisme s'opère progressivement dans une phase de transition longue (allant de la prise du pouvoir par les travailleurs au communisme) est une autre question. Cela n'autorise pas à changer le but final ressortant de l'analyse du capitalisme par Marx.

### **Les retraités : des salariés ?**

Les déformations des concepts marxistes évoquées ci-dessus sont en lien logique avec la principale proposition politique de Friot : le « salaire à vie ». Pour ce faire, il faut présenter les retraités comme producteurs de valeurs. Cela conduit logiquement Friot à réviser l'approche marxiste du

salaire. La question est si importante pour Friot qu'il lui a consacré deux ouvrages entiers, *L'enjeu des retraites* et *L'enjeu du salaire*. Arrêtons-nous sur son approche.

Au début de son livre sur les salaires, Friot commence par remettre en cause par un argument d'autorité la définition marxiste du salaire comme « prix de la force de travail ». Il renvoie dos-à-dos deux définitions du salaire ; celle de Marx et celle de l'idéologie bourgeoise : « *La première, c'est que le salaire sert à satisfaire les besoins des travailleurs. En témoigne l'expression courante, sans rapport au demeurant avec Marx, du salaire comme « prix de la force de travail » : nous avons une force à entretenir par le salaire. La seconde, c'est que le salaire est la rémunération du travail. Ici, nous sommes dans l'appréhension du salaire comme contrepartie de la productivité du travailleur, comme prix du produit de son travail*<sup>15</sup>. »

L'auteur a bien sûr raison de remettre en cause l'idée bourgeoise mystificatrice d'un salaire comme prix du travail réalisé par le travailleur. Dès les premières lignes du chapitre du Capital consacré au salaire, Marx précise : « *A la surface de la société bourgeoise, la rétribution du travailleur apparaît comme le salaire du travail : tant d'argent payé pour tant de travail*<sup>16</sup> ». Mais pour Marx, la mystification consiste justement à présenter ce qui est le prix de la force de travail comme étant le prix du travail : « *On comprend maintenant l'immense importance que possède dans la pratique ce changement de forme qui fait apparaître la rétribution de la force de travail comme salaire du travail, le prix de la force comme prix de sa fonction*<sup>17</sup>. »

La question de la définition du salaire n'est pas secondaire pour Marx dans la mesure où cette distinction entre le « prix du travail » et le « prix de la force de la force du travail » est au cœur de l'invisibilisation de l'extorsion de la plus-value. Pour Marx en effet, le salaire est bien le prix de la force de travail mesuré comme pour toute les marchandises par la quantité de travail nécessaire à la production et à la reproduction de la force de travail c'est-à-dire, n'en déplaie à Friot, correspondant aux besoins des travailleurs. La différence entre le « prix du travail » et celui de la « force de travail » correspond à la plus-value, que masque justement la mystification consistant à présenter le salaire comme « prix du travail ».

Pour qu'une telle exploitation puisse voir le jour, il faut que le travailleur soit contraint de vendre sa force de travail c'est-à-dire que la propriété privée des moyens de production soit imposée. C'est l'expropriation des producteurs qui produit simultanément les prolétaires et les capitalistes, le capital et le salariat. On comprend dès lors la fonction de cette déformation du marxisme : justifier une logique d'extension du salariat en lieu et place du combat pour son abolition.

### **Le faux bon sens de Bernard Friot**

Bernard Friot en appelle à notre bon sens pour justifier sa conception des retraites comme « salaire » et des retraités comme « producteurs de valeur ». Puisqu'une même tâche (conduire un enfant à l'école, soigner un malade, s'occuper d'un jardin) peut être accomplie par un salarié ou par un retraité, c'est que tous deux produiraient de la valeur. Le



même appel au bon sens est reproduit à propos des fonctionnaires qui, échappant à la rentabilité capitaliste immédiate, seraient d'ores et déjà en rupture avec le capitalisme. La même tâche peut en effet être effectuée selon trois modalités différentes (par un salarié du privé, un fonctionnaire ou un retraité), mais cela ne signifie pas qu'elle puisse être comparée sur le plan de la production de la valeur. La question n'est pas ici morale mais économique.

Friot prend l'exemple de la « tonte du gazon ». Suivons-le dans cet exemple : Si cette tâche est effectuée par un salarié du privé elle est productrice de valeur pour le capitaliste privé qui l'emploie. Si elle est effectuée par un fonctionnaire, elle est productrice de valeur pour la classe capitaliste dans son ensemble par la médiation de l'Etat qui

sert ses intérêts. Si elle est effectuée chez lui par un retraité, elle est productrice de valeur d'usage. Le travail des fonctionnaires (enseignants, infirmières, etc.) participe de la reproduction d'ensemble de la force de travail. S'il n'est pas soumis à la rentabilité capitaliste de manière identique aux producteurs du privé, cela ne veut pas dire qu'il n'est pas soumis à la rentabilité. Pour eux également le travail est producteur de valeur et le salaire est le prix de leur force de travail. Logiquement, la valeur produite par le fonctionnaire comme par le travailleur du privé fait partie du PIB alors que celle du retraité ne l'est pas.

## Partie 3 : La fausse rupture de Bernard Friot

La rupture avec le capitalisme que propose Friot, c'est-à-dire pour utiliser son vocabulaire, le passage de la « convention capitaliste du travail » à la « convention salariale du travail », est donc la généralisation d'un « déjà-là » obtenu par les luttes sociales passées. Deux dimensions de ce « déjà-là » sont caractérisées comme constituant des « ruptures » servant de base à son projet de société : la qualification et la cotisation.

### **La qualification comme rupture avec le capitalisme**

Que ce soit sous la forme du grade dans la fonction publique, de l'emploi dans le secteur privé ou du diplôme pour les professions libérales, la qualification « atteste que ce qui est qualifié peut participer à un certain niveau de création de la valeur économique et donc à droit à un certain niveau de salaire<sup>18</sup> ». Qu'elle soit liée au poste de travail ou à l'individu, la qualification est pour Friot une rupture avec la logique capitaliste dans la mesure où le salaire ne serait plus défini par le « temps de travail nécessaire à la production et à la reproduction de la force de travail ». Nous sommes une nouvelle fois aux antipodes de l'analyse de Marx qui a, bien entendu, été confrontée dans l'analyse de la valeur de la force de travail à cette question, à laquelle il répond par ses définitions du travail simple et du travail complexe.

La qualification, qu'elle soit dans l'emploi ou à l'école, est un des principaux outils de constitution du travail complexe dont a besoin le système capitaliste pour son fonctionnement. « Le travail complexe (*skilled labour*, travail qualifié) n'est qu'une puissance du travail simple, ou plutôt n'est que le travail simple multiplié, de sorte qu'une quantité donnée de travail complexe correspond à une quantité plus grande de travail simple<sup>19</sup> » explique Marx. La valeur de cette force de travail complexe inclut en conséquence la quantité de travail socialement nécessaire à sa qualification (temps des enseignants, temps d'apprentissage en école de formation ou en entreprise, etc.). En se battant pour la reconnaissance de la qualification et pour sa prise en

compte dans la fixation du salaire, le mouvement syndical ne fait que défendre la rémunération de la force de travail à sa véritable valeur. On ne voit vraiment pas où se situe la rupture avec le capitalisme. Friot connaît, bien sûr, ces développements de Marx qui ont donné lieu à de multiples travaux en économie et en sociologie du travail. Plutôt que de les réfuter, il se contente de les balayer de manière sarcastique : « *La qualification attachée au poste codifie le salaire sur la base d'un travail abstrait qui n'est pas défini par le temps de travail nécessaire à la production et reproduction d'une force de travail en mesure de tenir le poste: les différents critères de la qualification ne peuvent être ramenés à cette quantité (même s'il n'a pas manqué de lectures allant en ce sens, pour rapporter la qualification à du travail abstrait capitaliste, comme la durée de fabrication d'un diplômé ou la pension comme élément nécessaire de la reproduction de la force de travail!)*<sup>20</sup>. »

La qualification liée à la personne serait pour Friot encore plus révolutionnaire car elle s'attaquerait, ni plus ni moins, au marché du travail. « *La qualification de la personne est doublement subversive de la convention capitaliste du travail puisqu'elle s'attaque et à la valeur-travail (ce que fait aussi la qualification du poste dans l'emploi) et au marché du travail (ce que ne fait pas l'emploi)*<sup>21</sup>. » La simple existence sur le marché du travail de marchandises ayant des valeurs inégales remettrait ainsi en cause ce marché. Nous sommes en présence d'un étrange raisonnement dont l'erreur provient de la non prise en compte de la nature du travail complexe dans l'analyse marxiste que nous avons rappelée précédemment.

Bien entendu le fonctionnaire ne dépend pas du marché du travail de la même manière que le salarié du privé. Mais cela n'a rien à voir avec sa qualification ou son grade. Cette protection est issue du statut du fonctionnaire. Quelle que soit la qualification, ce statut confère en effet un emploi à vie. De même les professions libérales ne sont pas un bon exemple. Ces professionnels ne vendent pas en effet leur force de travail mais leur travail. Ils ne dépendent pas du marché du travail mais du marché des services.

Bernard Friot veut convaincre qu'il est possible de supprimer le marché du travail sans toucher au fait que la force de travail soit une marchandise. Quelle que soit la qualification, le marché du travail subsistera tant que subsistera la propriété privée des moyens de production et avec elle l'expropriation des producteurs les contraignant à vendre leur force de travail.

### ***La cotisation comme rupture avec le capitalisme***

La seconde institution « déjà-là » qui serait une rupture avec la logique capitaliste est la « cotisation sociale ». « *La cotisation sociale exprime une pratique de la valeur économique contradictoire avec celle du capital*<sup>22</sup> » résume-t-il. La cotisation sociale peut se définir comme du salaire socialisé destiné à financer des services nécessaires à la reproduction globale de la force de travail. La lutte des classes dans sa dimension « lutte pour les salaires » prend historiquement deux directions : la lutte pour la hausse du salaire direct et la lutte pour l'accès aux services publics. En fonction des pays capitalistes et de leurs histoires, la part de chacune de ces luttes varie. La lutte des classes a conduit dans certains de ces pays à une reconnaissance de nouveaux besoins des salariés (de santé, d'éducation, etc.) par le biais d'une hausse du salaire direct renvoyant ensuite ceux-ci au marché (fonds de pension par exemple) pour obtenir l'accès à ces services. Le capitalisme mondialisé actuel, en raison de la suraccumulation du capital et des politiques libérales, tend même à faire de cette solution celle qui est privilégiée par la classe dominante.

Bien entendu, l'accès aux services par le biais de la socialisation d'une partie du salaire est préférable, pour les salariés, à la privatisation de ces services. Ces derniers offrent un accès plus stable, plus garanti et moins arbitraire à la satisfaction d'un besoin. Les prestations fournies dépendent également moins de variations rapides comme peut le connaître le salaire direct (par le gel des salaires ou par l'inflation). C'est pourquoi la lutte pour les services publics est absolument nécessaire. Ces services sont d'ailleurs à considérer comme le résultat de la lutte globale pour les salaires (direct et socialisé) dans laquelle le rapport des forces a imposé des concessions aux capitalistes. Comme toute concession du capital, celle-ci peut être remise en cause du fait de l'évolution du rapport des forces. Il en restera ainsi tant que le capitalisme imposera ses lois.

La défense nécessaire de ces services ne fait cependant pas d'eux des ruptures avec le capitalisme. La cotisation en elle-même n'est pas plus que la qualification, en rupture avec le capitalisme. Ce n'est pas la socialisation généralisée du salaire qui permet d'abolir le capitalisme mais au contraire la rupture avec le capitalisme qui en supprimant le caractère de marchandise à la force de travail permet une socialisation générale progressive du salaire dans le cadre d'une période de transition du capitalisme au communisme.

### ***Les contours de la nouvelle société***

En lieu et place de ce nécessaire combat pour abolir le capitalisme, Friot se positionne à l'image des socialistes utopiques du dix-neuvième siècle comme architecte d'une

société dont les grands traits peuvent se résumer comme suit :

- Chaque citoyen se verrait attribuer à sa majorité un « salaire à vie » financé par les cotisations sociales qui couvriraient l'ensemble de la valeur ajoutée. Ce salaire correspondrait à une qualification de base reconnue à chacun sans condition ;

- S'ajoute à cette qualification de base une échelle de quatre niveaux de qualification auxquels chacun peut accéder en passant des « épreuves de qualification » et ce quel que soit l'âge de la personne ;

- Le niveau de ce salaire à vie progresse avec le niveau de qualification.

Ce projet de société libérée se réalise donc sur la base du salariat et même de sa généralisation. De même l'auteur ne nous dit rien des critères de choix de la production. Sera-t-elle déterminée par le choix des entreprises (mêmes autogérées comme le propose Friot) en fonction de leur rentabilité ou au contraire par une planification en fonction des besoins sociaux et des exigences du développement économique national ? En ne posant pas la question du marché c'est-à-dire de la planification, Friot limite son projet de société à une logique de redistribution (certes radicale) qui ne remet pas en cause le cœur du système capitaliste ; la sphère de la production.

Cohérent avec lui-même, l'auteur précise que sa rupture « *n'élimine ni le prix, ni la monnaie, ni l'échange*<sup>23</sup> ». Bien sûr tous ces éléments indissociables du capitalisme ne se suppriment pas par décret, pour le marxisme, à une date donnée, mais le sens de la période de transition du capitalisme au communisme est indéniablement celui de leur disparition progressive par l'action du pouvoir des travailleurs.

## **CONCLUSION**

Les thèses de Bernard Friot se donnent l'apparence de la radicalité et de la rupture avec le capitalisme. La mise en avant d'un « salaire à vie » est effectivement séduisante pour tous ceux qui sont aujourd'hui confrontés à l'insécurité sociale grandissante que charrie le capitalisme mondialisé. La valorisation des conquêtes sociales de la libération ne peut qu'être partagée au moment où se déploie un plan méthodique visant à les détruire. Le discours sur la nécessité d'une rupture radicale correspond à l'expérience d'un nombre grandissant de militants et de citoyens. Tous ces aspects expliquent l'attrance que Bernard Friot suscite dans une partie des militants de lutte des classes. Pourtant derrière le masque de la radicalité se profile un projet visant à généraliser le salariat et non à l'abolir, une pseudo sortie du capitalisme qui ne touche ni à la propriété privée des grands moyens de production, ni au marché par la planification, ni à la monnaie ; un soi-disant socialisme sans planification, etc. Concilier des inconciliables est la marque de fabrique de ceux que Marx et Engels appelaient les « socialistes utopiques » et Friot en est une réactualisation.

Aucune sortie du capitalisme n'est possible sans remettre en cause le cœur du système c'est-à-dire l'expropriation des producteurs, c'est-à-dire la propriété privée des moyens de production. C'est sur cette base que peut se déployer une période de transition allant du capitalisme au communisme, caractérisée par la suppression progressive de la monnaie, du marché, du salariat, etc. Ces acquis du marxisme sont noyés par Friot dans un nouveau vocabulaire prétendant innover mais consistant en réalité à déformer des concepts marxistes aussi essentiels que ceux de la valeur ou du salaire. Toutes ces « innovations » le conduisent en définitive à proposer non pas une rupture communiste mais un capitalisme de « sécurité sociale », ce qui est un non-sens logique. Bien sûr le rapport des forces peut conduire les travailleurs à arracher des éléments de « sécurité sociale » mais ceux-ci sont toujours provisoires tant que règnent les lois du capitalisme.

La prétention à détenir le projet miracle de sortie du capitalisme conduit Friot au mépris des revendications immédiates des travailleurs. Les revendications portées par de nombreuses luttes actuelles sont définies comme des « pratiques d'évitement » qui laisseraient de côté la question principale : le combat pour son projet prêt-à-porter. Le partage des richesses, le plein emploi, le partage par la baisse du temps de travail, la défense du service public, etc., sont ainsi caractérisés comme des pratiques d'évitement : « Parmi les conduites d'évitement, je viens d'évoquer la revendication d'un meilleur partage de la valeur, mais il y en a bien d'autres qui vont faire l'objet de cet entretien. Si on n'assume pas le conflit sur la valeur, on se bat non pas pour la suppression du marché du travail, mais pour le plein emploi. Non pas pour la fonction publique, mais pour le service public. Non pas pour le salaire à vie et la copropriété d'usage des entreprises, mais pour le revenu de base, la sécurité emploi-formation ou l'allocation d'autonomie pour la jeunesse. Non pas pour une autre mesure de la valeur que le temps de travail et le refus de la productivité capitaliste, mais pour la réduction du temps de travail<sup>24</sup>. »

La notion de « copropriété d'usage des entreprises » éclaire encore plus l'ancrage dans un capitalisme « éternel » de Friot avec, en plus, l'inconvénient que « l'actionariat populaire » est souvent le piège attrape-nigaud des privatisations au profit des grands groupes monopolistes impérialistes.

Non seulement le projet de Friot ne nous aide pas à mener le combat pour la destruction du capitalisme mais il s'oppose de fait à nos luttes immédiates. Les prolétaires n'ont rien à gagner à cette nouvelle version du socialisme utopique dont Marx et Engels avaient déjà produit la critique.

1- Bernard Friot, *Vaincre Macron*, La Dispute, Paris, 2017.

2- Ibid, Introduction.

3- Lénine, *L'Etat et la Révolution*, éditions de Pékin, 1978 (1917), p. 42.

4- Discours d'Ambroise Croizat devant l'Assemblée Nationale du 8 août 1946.

5- Bernard Friot, *L'Enjeu des retraites*, La Dispute, Paris, 2010, p. 125.

6- Ibid, p. 111.

7- Bernard Friot, *L'enjeu du salaire*, La Dispute, Paris, 2012, p. 113.

8- Bernard Friot, *L'enjeu du salaire*, La Dispute, Paris, 2012,

9- Bernard Friot, 1945 : Changement de paradigme ou de la production de la valeur économique, in Bertrand Bocquet (dir.), *La fièvre de l'évaluation : quels symptômes ? Quels traitements ?*, Presses Universitaires du Septentrion, Lille, 2016, pp. 36-37.

10- Bernard Friot, *L'enjeu du salaire*, op. cit., p. 26.

11- « L'utilité d'une chose fait de cette chose une valeur d'usage » : Karl Marx, *Le Capital*, 1, éditions sociales, Paris, 1976, p. 44.

12- « La valeur d'échange apparaît d'abord comme le rapport quantitatif, comme la proportion dans laquelle des valeurs d'usage d'espèce différente s'échangent l'une contre l'autre », Karl Marx, Ibid, p. 44.

13- « La valeur des marchandises représente purement et simplement le travail de l'homme, une dépense de force humaine en général », Ibid, p. 51.

14- Ibid, p. 57.

15- Bernard Friot, *L'enjeu du salaire*, op. cit., p. 14.

16- Karl Marx, *le Capital*, op.cit., p. 504.

17- Ibid, p. 509

18- Bernard Friot, *L'enjeu du salaire*, op. cit., p. 72.

19- Karl Marx, *Le Capital*, op. cit., p. 51.

20- Bernard Friot, *L'enjeu du salaire*, op. cit., p. 77.

21- Ibid, p. 84.

22- Ibid, p. 97.

23- Bernard Friot, *L'enjeu du salaire*, op. cit., p. 113.

24- Bernard Friot, *Emanciper le travail*, La dispute, Paris, 2014, pp. 100-101.

## Partie 4: Une vision chauvine, antiléniniste et petite bourgeoise de la lutte anticapitaliste

Face à l'évidence de l'agonie meurtrière du capital en crise, de nouvelles vagues de militants opposés au capitalisme se lèvent, en quête de théories capables de penser le système combattu et de produire des perspectives politiques claires.

Des « intellectuels de gauche » resurgissent, après un long silence depuis l'effondrement de l'Union Soviétique, avec une diversité d'idées à la hauteur des pertes de repères idéologiques : Frédéric Lordon, Emanuel Todd, Thomas Piketty, Bernard Friot, ... Ce dernier se démarque par le fait notoire qu'il se réclame du mouvement communiste, au moins dans le contexte de la défense des conquies sociaux gagnés par la classe ouvrière française au siècle dernier, et en particulier de la Sécurité Sociale arrachée sous le mandat des ministres communistes à la libération.

Cette affirmation communiste doit justement faire l'objet de toute notre attention : Ce n'est pas la forme du marxisme qui est ici « réactualisée », mais bien le « fond ». Depuis Kautsky, Bernstein et bien d'autres au début du vingtième siècle, combattus par Engels puis Lénine, Friot reprend le fil d'une tradition dite « révisionniste », profitant de la nécessité de toujours réactualiser les formes de l'analyse concrète de la situation pour déformer les principes mêmes de la théorie. Ce n'est pas le cas des Lordon, Todd, puisque ces derniers ne se prétendent tout simplement pas marxistes.

Ce retour du révisionnisme ne se réalise pas hors-contexte : il correspond très précisément aux évolutions actuelles du système capitaliste et du front militant qui s'y oppose aujourd'hui. Il questionne non seulement l'évolution récente du salariat sous le capitalisme agonisant, mais aussi la sociologie des classes actuellement précarisées par ce capitalisme, les formes de lutte qu'elles vont développer. Les perspectives, ou plutôt les illusions produites par Friot, contiennent des imprudences, des risques, des dangers, qu'il faut bien identifier si on tient compte de l'enseignement de Lénine : « *pas de mouvement révolutionnaire sans théorie révolutionnaire* ».

### L'illusion de la fin de la classe ouvrière et d'un « salariat révolutionnaire »...

Toutes les contradictions du capitalisme sont aujourd'hui développées à tel point que la classe ouvrière atteint un très haut niveau d'invisibilisation. L'extrême socialisation des forces productives, alors que les moyens de production restent privés, complique également à l'extrême les processus de production. Cette complexité s'aggrave encore avec le haut degré de mécanisation, de programmation et d'incorporation de l'Intelligence Artificielle dans tous ces processus de production. Le phénomène dit de la « globalisation » mondialise la classe ouvrière à travers les délocalisations qui mettent ainsi en concurrence les ouvriers d'ici et d'ailleurs, restructurent la division internationale du

travail en fabriquant une main d'œuvre surqualifiée « mondialisée » et une main d'œuvre moins qualifiée pour les secteurs d'activité non délocalisables. La « libre circulation des capitaux, des services et des marchandises » à l'échelle de la planète ne cesse de prolétarianiser le globe entier.

Cette mutation (dans un processus dont les fondements restent inchangés) devrait être une bonne nouvelle pour les travailleurs dont le temps de travail pourrait être drastiquement diminué. Elle est au contraire pour le patronat l'occasion d'augmenter l'armée de réserve du capital, tout en aggravant la fuite en avant mortifère de la surproduction (baisse tendancielle du taux de profit).

La complexité extrême du travail collectif, du « travail abstrait », est collatéralement l'occasion pour les économistes de poser des questions théoriques très abstraites sur la fin programmée du travail productif, l'angoisse d'une population promise à l'oisiveté totale et à la précarité grandissante. C'est dans ce contexte que s'inscrit le « salaire à vie » de Bernard Friot. Alors que le capital s'étend à toutes les sphères de la société, y compris domestiques (services à la personne, assistantes maternelles, « ubérisation » des livraisons, etc.), on se demande ce qui restera de « l'emploi » en dehors des activités non immédiatement productives, mais au moins « non programmables », non remplaçables par des machines.

La lutte contre le capital assoiffé de profit maximal dans tous les domaines se heurte à la conception trompeuse de Friot sur ce qui « produit de la valeur économique ». Si toute activité humaine, y compris domestique, consiste à produire de la « valeur économique », on ne lutte plus contre les tentacules prédatrices du capital étouffant nos droits, mais pour la reconnaissance illusoire d'une production de valeur hors-capitalisme, associée à la revendication d'un salaire.

Plutôt que d'exiger l'allongement du congé maternité payé 100% et le développement des structures pour les enfants près des lieux de travail, pourquoi ne pas revendiquer un statut salarié pour la femme au foyer ? Dans un cas, c'est le patron qui paye, dans l'autre, c'est « l'Etat ». Et c'est bien pour cette raison que la Hongrie par exemple opte pour la seconde actuellement, dans l'espoir de voir diminuer artificiellement les chiffres du chômage...

Plutôt que de lutter contre l'esclavage sexuel de la prostitution, pourquoi ne pas revendiquer pour les « travailleuses du sexe » un statut de productrices de valeur, avec des « conditions de travail » meilleures ? A l'évidence, cette dernière option semble être la tentation du capital lui-même, qui tente aujourd'hui de dédramatiser les maisons closes par exemple pour préparer l'avenir...

Plutôt que d'exiger une bourse plus élevée pour les étudiants, pourquoi ne pas réclamer pour eux le statut de producteurs de valeur, adossé à un salaire ? C'est justement

en transformant un droit en « salaire » qu'on pourra exiger en échange de ce salaire des conditions, des critères et des normes de production.

Chaque fois qu'une activité produisant une valeur d'usage peut revendiquer un salaire, c'est bien nos droits qui sont abandonnés à une hypothétique sortie du capitalisme « à petit feu ». C'est une funeste confusion antidialectique entre lutte pour des réformes révolutionnaires et révolution proprement dite.

### **Dépasser le capitalisme plutôt que le renverser : Une vieille idée...**

Or cette théorie du « dépassement » du capitalisme, s'opposant à celle du renversement par la révolution abolissant l'appareil d'Etat et imposant au patronat une dictature du prolétariat, est une tradition déjà vieille du PCF révisionniste. Bernard Friot table ici sur un dépérissement du capitalisme face au développement d'un contre-système de salaire à vie impliquant l'Etat (en oubliant son caractère de classe), ce qui est une vieille illusion révisionniste, sans aucun fondement historique. Car même la mise en place de la Sécurité Sociale en 1946, l'une des plus importantes conquêtes ouvrières du siècle dernier en France, a subi des déformations et des reculs dès l'origine, preuve qu'aucune réforme révolutionnaire sous le capitalisme ne peut jouir d'une quelconque garantie. Comment dès lors parler de communisme « déjà là » quand on évoque la Sécu ?

Le terrain est propice à ce genre de confusion : d'abord parce que le mouvement marxiste a subi un gigantesque reflux, doublé d'une culture de l'autophobie communiste en Europe liée à la criminalisation du « socialisme réel », forme de « totalitarisme » comme le fascisme. Ensuite parce que faute de perspectives, les peuples et en particulier les fronts militants manifestent une tendance de plus en plus forte au fatalisme, au nihilisme, aux formes les plus désuètes de socialisme prémarxiste et d'anarchisme, illusions politiques ô combien inoffensives pour le capital, et vis-à-vis desquelles il est, sans surprise, très bienveillant.

La proposition de Bernard Friot est une sorte de réponse maladroite à ce fatalisme : Le communisme n'est pas une « utopie » puisqu'elle est « déjà là » qu'il nous suffirait de la défendre et de la développer. Friot lutte « pour et non pas contre » ; quelle maturité politique... totalement antidialectique.

L'absence totale de dialectique dans ses thèses permet une confusion entre la nécessité de défendre la sécu et la possibilité, en développant quantitativement ce modèle, d'inaugurer une ère nouvelle non capitaliste... On peut trouver dans une telle formulation la couleur d'une tradition toute chrétienne d'idéal : Il n'y a pas de « Messie » futur (communisme), le Christ est déjà venu (Sécu) et il reste à étendre son « royaume » sur Terre... mais en tous les cas rien de marxiste : Car le « déjà là », le vrai, le socialisme réellement existant, n'est plus que parcellaire depuis l'effondrement de l'URSS, et Friot se garde bien de défendre son héritage !

### **De 1789 à 1946, sans 1917 : Le chauvinisme de Bernard Friot**

Cette « christianisation » du marxisme de Bernard Friot n'est pas la seule manifestation d'une tradition culturelle européenne s'imposant à son marxisme. Les références de Bernard Friot quand il parle d'histoire sont d'ailleurs exclusivement nationales et font fi du contexte mondial de l'époque des grandes conquêtes : Comment la Sécu a-t-elle été conquise ? La victoire de l'URSS sur la bête nazi, et son prestige face à des bourgeoisies qui, elles, ont largement collaboré et poursuivi leur soif de profit maximal, n'ont-elles aucun lien avec ce que la classe ouvrière a pu conquérir en 1946 ?

L'autophobie antisoviétique (tardive) du PCF, traditionnelle depuis plusieurs décennies, a ici un corollaire : le chauvinisme. Il est en effet plus facile d'ignorer le contexte international, et donc les conquêtes immenses du camp socialiste à l'époque, pour survaloriser celles de la seule classe ouvrière française, drapée dans l'illusion que les ressources propres à la classe (pourtant si corrodées politiquement et culturellement par la propagande anticommuniste) suffisaient à imposer le communisme sans phase intermédiaire organisée (le socialisme).

Autre corollaire, le chauvinisme de Bernard Friot, qui ne perçoit dans la Sécu qu'une tradition de lutte exclusivement française (jacobins, canuts, libération... et curieusement bien peu la Commune de Paris d'ailleurs), ne peut en aucun cas tisser des liens internationalistes avec les peuples en lutte dans les pays semi-colonisés du sud, pourtant eux-aussi directement concernés par la crise mondiale du capitalisme et luttant politiquement contre lui. Quel soutien de Bernard Friot aux expériences latino-américaines, à Cuba socialiste ? Quelle solidarité internationaliste avec les peuples en lutte en Afrique, en Asie, si l'Etat bourgeois impérialiste ne doit pas être pris d'assaut chez nous ? Quelle lutte contre les guerres impérialistes, quelle analyse géopolitique produire sur les bases illusoire et strictement nationales de Bernard Friot ?

### **La petite bourgeoisie, nouvelle « classe révolutionnaire »**

Mais même au niveau national, le véritable rôle de la classe ouvrière, dont la CGT et le PCF furent des émanations glorieuses dans la lutte de classe, est lui aussi confisqué par Bernard Friot : Pour lui, puisque toute production de valeur d'usage est une production de valeur « économique » moyennant un salaire à vie potentiellement, toute personne n'appartenant pas à la classe bourgeoise capitaliste est en quelque sorte un « ouvrier ». Et puisque le rôle historique de construire une société nouvelle non capitaliste est incarné par la classe ouvrière pour Marx, ce rôle historique échoit désormais à tout producteur de valeur d'usage ! Nous sommes proches ici du « parti du peuple tout entier » que prônait Khrouchtchev à l'aube de la dégradation révisionniste de l'Union Soviétique.

On pourrait même aller plus loin : si ce rôle historique est de défendre et d'élargir un statut, un droit qui est celui de

bénéficier d'un « salaire à vie », qui mieux que les retraités, les fonctionnaires (qui en bénéficient et défendraient donc « leur » droit), pourraient en être l'état-major ? Et quelle serait la place de l'immense « armée de réserve » actuellement au chômage par exemple, qui entre dans la composition objective de la classe ouvrière, dans la lutte pour le salaire à vie, eux qui se battent déjà pour obtenir un emploi (ce qui est réactionnaire pour Friot) ?

Pour Bernard Friot, les luttes syndicales qui revendiquent une prime plus élevée quand l'usine ferme ou délocalise, ou qui réclament sa récupération sous la forme d'une coopérative, sont des luttes « réactionnaires », parce qu'elles continuent de s'inscrire dans une logique capitaliste. Et le cadre sup en rupture existentielle avec le système capitaliste qui l'emploie, désireux de « produire autrement » hors du système en se mettant à son compte, est une force vive bien plus révolutionnaire que celle d'un ouvrier faisant grève pour une augmentation de salaire...

Ainsi, pour Friot, il n'y a plus de classe ouvrière telle qu'elle est décrite par la théorie marxiste, et profitant du recul historique qui a fait de cette classe « pour soi » (consciente d'elle-même, au vingtième siècle) une classe « pour en soi » (existant indépendamment de la conscience qu'elle a d'elle-même), il affirme que désormais la classe ouvrière n'est autre que l'ensemble des producteurs de valeur au sens large. Il utilise une confusion entretenue par la bourgeoisie pour opérer un tour de passe-passe consistant à faire de la petite bourgeoisie précarisée (qui n'est pas une classe au sens marxiste du terme) une classe potentiellement révolutionnaire...

Or le front militant actuel en France, constitué parallèlement à l'affaiblissement des bastions ouvriers historiques (CGT, PCF), contient une majorité de travailleurs du secteur public, de retraités, d'étudiants, de travailleurs moins angoissés que les autres par le chantage au licenciement. Autrement dit, cette composition objective du champ politique et syndical, qu'il faudrait ré-ouvrieriser aujourd'hui, est simplement et passivement flatté par Bernard Friot en tant que « classe » anticapitaliste nouvelle, en tant que porteuse d'avenir (puisque dépositaire du « passé » : statut de la fonction publique et sécurité sociale, etc.).

### **« Il faut faire comme la bourgeoisie antiféodale »...**

Comment Friot voit-il le « dépassement » du capitalisme ? Son argument est relativement simple : Quand nous aurons lutté collectivement, non pas par des luttes politiques « négatives » mais par la construction patiente d'un contre modèle économique parallèle au capitalisme, ce dernier ne pourra plus subsister et tout le monde se rendra compte de l'injustice de son système. La révolution politique, pour Friot, n'advient qu'alors, comme un dernier acte formel face à un système qui a déjà perdu. Cette vision apolitique, purement économiste (et idéaliste), du passage au communisme, Friot la justifie par une analogie naïve ayant force de preuve : La bourgeoisie elle-même en a fait autant contre le féodalisme. Elle a bâti son système économique au sein de système féodal, l'a développé à tel point que le pouvoir politique féodal s'est finalement écroulé,

moyennant une révolution où tout était déjà joué : la révolution française. Friot confond révolution d'une classe sociale propriétaire privé des moyens de production contre le féodalisme terrien et révolution dirigée par une classe sociale pour supprimer à terme la propriété privée des moyens de production. On voit encore ici à quel point les références de Friot sont chauvines, puisqu'il préfère se réclamer de 1789 plutôt que de 1917, qu'il ignore et méprise.

C'est une tradition déjà ancienne des économistes révisionnistes du PCF de la deuxième moitié du vingtième siècle : Se réclamer des Jacobins plutôt que des bolcheviks, à qui d'ailleurs nous aurions tout appris en matière de révolution. Mais s'agissant de la sécurité sociale, idéal-type de Friot, c'est bien un parti bolchévisé, fonctionnant sur la base du marxisme-léninisme (et non du « marxisme seul »), le PCF, qui fut à la manœuvre avec Ambroise Croizat ministre du travail. Celui-ci, tacticien léniniste, n'avait aucune confiance dans les garanties obtenues sous le capitalisme, et savait qu'il fallait aller vite pour obtenir le plus dans un rapport de force qui finirait, sans révolution, par s'inverser. Cette sécurité sociale fut tout le contraire d'une revendication « spontanée » et unanime.

### **« conférences gesticulées » ou grève générale<sup>25</sup>**

Or pour Friot, accessoirement membre du PCF mais n'y inscrivant pas sa lutte et ses perspectives, le levier qui permettrait des luttes pour le salaire à vie n'est certainement pas un parti fonctionnant sur la base du centralisme démocratique, ni un syndicat de classe et de masse, mais un « réseau » multipliant partout où c'est possible les « conférences gesticulées » pédagogiques. Bernard Friot a participé à l'extension d'un « réseau salariat », totalement indépendant du parti, et centré autour de son œuvre. Les entrées à ces conférences sont payantes (production de valeurs d'usage oblige !), de façon à ce que ceux qui les organisent puissent « en vivre », donc se couper encore plus du monde du travail (et donc des réalités et des revendications immédiates des travailleurs sur le terrain).

Ces conférences ont bien sûr un intérêt notable pour le front militant et syndical, mais elles ne peuvent en aucun cas devenir l'outil de la lutte pour un « autre système » : Aucune expérience historique ne permet d'argumenter son efficacité, tandis que toutes les révolutions politiques nationales et socialistes se sont réalisées dans un contexte où existaient des partis ou mouvements de classes et très souvent marxistes-léninistes. Dans ce dernier cas, la propagande idéologique (par conférences ou tout autre moyen) était au service de la lutte et non la lutte elle-même.

D'où vient donc cette nouveauté stratégique, si ce n'est d'une nécessité de flatter des couches petites bourgeoises, par d'autres « moyens » (la propagande seule) que la grève ou toute autre forme de blocage du capitalisme ? Non seulement d'une rupture sur l'identification des classes du noyau révolutionnaire capable de renverser le capitalisme, mais aussi sur une forme radicalement antiléniniste de dissidence, qui considère que gêner le capital ne sert à rien et qu'il vaut mieux le « concurrencer » puis le « dépasser »,

en croyant naïvement que la bourgeoisie se laissera faire...

L'idée du « réseau » horizontal, contre-proposition rejetant toute forme de centralisme démocratique organisant rationnellement et tactiquement la lutte, est très à la mode, sans doute en raison de la forte présence de couches petites bourgeoises sur le front militant, n'ayant pas l'expérience ouvrière de la lutte patiente, dure et prolongée permanente. C'est une forme antiléniniste d'organisation qui prive les travailleurs de ses armes de luttes fondamentales : le débat démocratique, la discipline de l'organisation, la grève, l'action collective centralisée de masse, au seul profit de la propagande et de l'effort de l'individualisme volontariste militant de conviction. Bernard Friot montre ici à quel point il ignore tout des classes sociales, non seulement du léninisme, mais aussi du marxisme.

En effet, c'est bien de dialectique que manque le plus cruellement Bernard Friot. Le syndicalisme, la lutte « contre », est pour le mouvement marxiste une « école du socialisme ». Tout combattant de classe se forge son expérience dans la lutte de terrain, même si chaque lutte isolément n'est pas une lutte pour la conquête du pouvoir.

Toute lutte générale contre le capitalisme lève de nouvelles armées de militants pour les combats suivants. Ce sont les expériences militantes « contre » le système qui forgent la possibilité de lutter « pour » le socialisme, comme alternative au capitalisme sur la base de la juste formule de Lénine « pas de mouvement révolutionnaire sans théorie révolutionnaire ».

Voilà toute la dialectique qu'ignore Friot, le mécaniste idéaliste. Et si des conférences et un travail d'agitation et de propagande sont effectivement indispensables aujourd'hui, ce n'est pas pour faire accroire qu'y participer est en soi une action révolutionnaire, mais plutôt, quoiqu'en pense Bernard Friot, pour convaincre les travailleurs de l'existence objective de la classe ouvrière, même invisibilisée et infiniment divisée, et de l'importance stratégique de reconstruire l'outil politique, le parti communiste, de lutte pour la révolution, de reconquérir les outils syndicaux et associatifs et le pouvoir de classe du prolétariat la dictature du prolétariat, qui nous manquent tant aujourd'hui, et dans lesquels chaque militant de classe opposé au capitalisme aurait sa place.

25- Bien sûr, elles servent l'émancipation individuelle de la personne conférencière, qui utilise un savoir dit « chaud » (souvent universitaire) et un autre dit « froid » (tirée de son expérience personnelle) pour comprendre sa condition (de travailleur, de femme, d'usager...) et la transmettre à un public. Néanmoins, là où cette « nouvelle » forme croisant les champs du théâtre politique et de la conférence manque d'humilité et peut entraîner des illusions, c'est sur son impact en terme d'éducation populaire. Une forme d'impensé (ou pas). En effet, son « créateur », Franck Lepage (pour ne parler que de lui - encore une preuve de narcissisme individualisé qui occulte la véritable histoire collective et les rapports de pouvoir au sein de l'éduc' pop' : lire à ce sujet « *Éducation populaire et féminisme. Récits d'un combat (trop) ordinaire. Analyses et stratégies pour l'égalité* ») qui, pour avoir pourtant été formé théâtralement par des praticiens du Théâtre de l'Opprimé, a effectué un retour en arrière en terme d'éducation populaire. Contrairement à une séance de théâtre-forum où les opprimés réfléchissent et cherchent entre eux les pistes de solution face à leurs oppressions communes, lors d'une conférence gesticulée, les spectateurs et spectatrices restent passifs, face à quelqu'un qui sait (sociologiquement, pratiquement toujours de formation universitaire). On se retrouve donc face à la vieille catharsis antique où on laisse à d'autres l'action émancipatrice.

Un autre souci de cette « nouvelle éducation populaire politique », c'est qu'elle s'invente une filiation exclusive, de Condorcet à Dumazedier (l'inventeur de « l'entraînement mental »)... jusqu'à Lepage et ses successeurs. Exit celle du PCF et du mouvement ouvrier dans son ensemble ! Exit encore celle des immigrations et quartiers populaires ! C'est bien d'un « point de vue situé » d'où ils parlent. Et nous pouvons tranquillement le qualifier de petit-bourgeois élitiste.

СИСТЕМА ПАРТИЙНОГО ПРОСВЕЩЕНИЯ  
ИЗДАТЕЛЬСКИЙ ЦЕНТР

БЕЗ РЕВОЛЮЦИОННОЙ

ТЕОРИИ НЕ МОЖЕТ БЫТЬ



РЕВОЛЮЦИОННОГО

ДВИЖЕНИЯ

АГИТПРОП МК ВКП(б)

*Pas de mouvement révolutionnaire sans théorie révolutionnaire! (Affiche soviétique 1927)*